



Journal d'information du Collectif "la Rue Qui Gouverne de Nancy" - Février 2004 - n°2

Brèves des luttres d'ici et d'ailleurs ...

☛ pendant qu'on fait des chômeurs, des fonctionnaires, des artistes, des journalistes (la liste est trop longue) des boucs émissaires. Monsieur Yves Carcelle de LVMH continue de cumuler 42 postes de direction, Monsieur Michel Guillemot d'Ubi Soft Entertainment 24 postes de direction, Monsieur André Crestey Go Sport : 14, Eric de Rothschild : 15, Monsieur Alain Weill NRJ : 17, Monsieur Jean-Louis Dumas, Hermès : 20 fois directeur, et la liste est longue...

☛ Les chômeurs demandent justice

Partout en France, les chômeurs se tournent vers la justice pour protester contre les réductions arbitraires de droits dont ils ont été victimes (allocations réduites parfois de 7 mois). Les Assedic vont-elles être obligées de payer? Les premières audiences ont eu lieu, mais pas encore de verdict. En attendant, les plaintes continuent de tomber sur les bureaux des juges. On peut aussi le faire par chez nous.

Contactez AC! Lunéville (ac.luneville@wanadoo.fr, 03.83.73.46.03).

Salut les gens,

On est un peu estourbis par la liste des luttes à mener : celles d'ici : recherche, sécurité sociale, universités, emploi, sans papier, précarité accrue, liberté rétrécie... et on garde un oeil fraternel pour celles d'ailleurs : Mexique, Chili...mais ravivés par notre premier débat information sur le Revenu Minimum d'Asservissement et les amputations Assedic où plus de 70 personnes étaient présentes. Chercheurs, salariés du privé, du public, travailleurs sociaux, artistes, chômeurs, professeurs, instituteurs, tous ont contribué à ce que nous partions définitivement sur la voie des alternatives. C'est sans appel sans retour, c'est non au capitalisme dévastateur, c'est oui à d'autres mondes possibles. C'est ce qu'on se propose de faire dans ce deuxième numéro : on réinvente la monnaie avec les Ithaca Hours, on vous dit qu'une autre université est possible, on sème, on veille sur les violences sociales et on continue de lutter en vous expliquant les mesures à venir sur la sécurité sociale. ..

La bise à tous et NO RAFFARAN !!!!



Les Ithaca Hours : Face à la rapacité de la finance, un petit village résiste...

L'aventure commence en 1991 à Ithaca, une petite ville des USA située dans l'état de New York. Comme dans beaucoup d'autres lieux de par le monde, c'est la crise économique. Il faut croire que cette merveilleuse machine qu'est le capitalisme et l'économie de marché est souvent en panne ! Mais c'est la crise pourquoi ? Ce ne sont pas les besoins qui manquent, ni les bras ni l'intelligence pour les satisfaire qui font défaut. Alors pourquoi ? Tout simplement parce que l'économie manque de liquidités, de même que le sang est nécessaire à l'organisme pour subvenir aux besoins des cellules ! C'est alors que Paul Glover, un économiste de gauche (la preuve, ça existe !) a l'idée de fabriquer de la monnaie sociale pour pallier le manque de dollars. La monnaie en fait, c'est tout d'abord une reconnaissance de dettes, se dit-il, et ce n'est pas plus difficile à imprimer que du PQ ou le journal local (je ne citerai pas de nom pour ne

pas lui faire de publicité même négative !). Cette monnaie va avoir une valeur bien réelle et équitable parce que basée sur le temps passé : 1 heure de la vie de quelqu'un = 1 heure de la vie d'un autre. Elle s'appellera Ithaca Hours, les heures d'Ithaca. Contrairement au dollar basé sur une fiction on ne peut plus discutable « In God we trust » (nous faisons confiance à dieu, n'est-ce pas ?) peut-on lire sur le billet vert, les Ithaciens vont inscrire « In Ithaca we trust » sur les leurs. Le plus difficile, cela va être de convaincre : les consommateurs, les producteurs et les commerçants.

Les gens se font confiance.

Et cela va marcher ! La plupart de commerçants, des administrations et même une banque vont intégrer la communauté ! Deux

(Suite page 2)

millions de dollars d'Ithaca Hours vont être imprimés et relancer l'économie locale. Parce que les usagers de cette monnaie ont la maîtrise de leur besoins en liquidités et qu'ils en impri-



ment en fonction de la demande, c'est pas plus compliqué que cela ! Au début, l'affaire ne tournait que sur une centaine de commerces. Aujourd'hui, ce sont 1 450 boutiques et entreprises qui acceptent cette devise locale ! Une revue publiée tous les deux mois remet à jour la liste des participants. À Ithaca, on peut pratiquement tout acheter avec ces coupures. Des dîners en ville, des réparations de toiture, des légumes, du mobilier et même des voitures d'occasion. La mairie et la chambre de commerce (aïe ! aïe ! c'est plêt pas bon signe !) ont avalisé la devise, et l'Alternatives Federal Credit Union, une banque des plus officielles, facture certaines de ses charges et quelques frais de crédit en Ithaca hours. « Je ne suis pour rien dans le succès de cette méthode, insiste Glover. Ce sont les gens de la ville qui ont permis que cela réussisse. Parce qu'ils ont cru en ce système ».

Comment ça fonctionne ?

« Le billet de base, l'Ithaca hour, vaut 10 dollars, ce qui représente en gros le salaire moyen horaire payé dans cette ville, explique Paul Glover. Prenons maintenant un fermier qui vend pour 20 dollars de fromage. À la place de la monnaie nationale, il reçoit donc l'équivalent de deux heures de travail gratuit. Avec ce petit "capital", il achète par exemple les services d'un menuisier, qui lui-même fait appel au savoir-faire d'un mécanicien, lequel utilise ces heures pour payer son chiropracteur, qui lui se sert de ces billets pour s'offrir quatre places de cinéma, et ainsi de suite. C'est un système sans fin qui grandit de lui-même, une

économie écologique, en vase clos, qui s'écarte du dollar et où le temps de travail réel remplace les liquidités abstraites. »

« Pas de spéculation, pas d'inflation, observe Stephany Marx, le gérant. Nous émettons de nouveaux billets quand cela est nécessaire, à mesure que l'organisation grandit. »

Le Mac Donald's plie bagages.

Mac Donald's, on s'en doute, a refusé de participer à la communauté. Comme toutes les multinationales, son objectif c'est de pomper les ressources locales pour son plus grand profit. Les consommateurs ont donc boudé cette enseigne dont le nom commence par m... comme les produits qu'elle vend, et ils sont allés se restaurer à la sandwicherie d'à côté qui accepte les Ithaca Hours. Au bout de quelque temps, le paysage était assaini : le Mac Do avait plié bagages !

Ils se débarrassent de leurs Dollars

Les promoteurs du système pensaient que les détenteurs d'Ithaca Hours s'empresseraient de convertir leur monnaie locale en dollar. C'est pourquoi, ils instaurèrent une taxe de 5% pour l'achat de dollar. En fait, c'est le contraire qui se produisit : les gens s'empressèrent de convertir leur fausse monnaie imprimée par l'Etat en monnaie locale pour pouvoir participer aux échanges !

Et la contrefaçon ?

A Printer Fine Line, l'imprimerie locale, on a mis au point une encre qui change de couleur lorsqu'on frictionne les billets avec les doigts, et qui rend les Ithaca Hours infalsifiables. Ainsi, si le système se généralise, les bourgeois rentiers en dollars vont être obligés de travailler ! Le procureur du comté, George Dentes, a même annoncé qu'il poursuivrait les contrefacteurs des Ithaca Hours avec autant d'acharnement que s'ils fabriquaient des faux dollars ! En existe-t-il des "vrais" d'ailleurs ?

Ithaca fait des émules

Vingt-cinq villes, dont Hardwick (Vermont), Waldo (Maine), Santa Fe (Nouveau Mexique) et Kingston (Canada), ont édité, le plus légalement du monde, leur propre monnaie. Et cela grâce aux conseils que Paul Glover dispense sur Internet, mais aussi avec l'aide de son kit de lancement, qu'il vend avec une vidéo pour 40 dollars. Acceptera-t-il qu'on le paie en *Heures de Nancy* ? (voir plus bas). Des émissaires du sous-commandant Marcos du mouvement zapatiste de la province du Chipas au

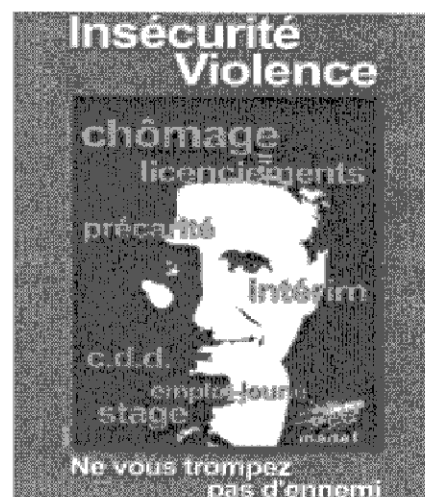
Mexique ont pris contact avec Paul Glover "Ils cherchent un moyen de rendre financièrement viable leur révolution, de sortir des circuits classiques de l'argent, dit Paul Glover. Vous savez, cette forme de troc est très intéressante pour des pays pauvres, et j'ai eu plusieurs contacts avec des États africains."

Conclusion (provisoire)

La mondialisation néolibérale de l'économie en général et les entreprises en particulier se tamponnent le coquillard

**DE NOUVELLES FORMES
D'ÉCHANGES ÉCONOMIQUES,
CULTURELS, DE SAVOIRS ET
DE COMPÉTENCES SONT À
(RÉ)INVENTER OU À SE
RÉAPPROPRIER.**

des besoins réels des personnes, surtout s'ils sont non solvables. De nouvelles formes d'échanges économiques, culturels, de savoirs et de compétences sont à (ré)inventer ou à se réapproprier. Economie sociale et solidaire, commerce équitable, coopératives multiservices, énergies renouvelables et développement durable, bistrot autogéré... **A quand les Heures de Nancy ou de Malzéville ?!** J.G.



METALEUROP : Propos sur la violence sociale

Dans "Metaleurop Paroles ouvrières" Frédéric H. Fajardie revient sur le conflit de Metaleurop, entreprise fermée par le Groupe GlenCore en laissant une situation écologique et sociale désastreuse.

Fajardie recueille des témoignages de grévistes, témoignages sur le travail, le conflit, les relations avec les politiques, l'avenir, nous en avons extrait des passages sur la violence et les luttes.

(p31) Pascal Atelier Zinc

"Pour ce qui est de la violence dont on a beaucoup parlé, franchement je peux comprendre. Parce que des fois, tu es plus dans le désespoir ou dans la colère, tu passes carrément dans la haine.[...] Mais faut penser aussi que des fois, plus c'est violent, plus on en parle, et plus tu obtiens de choses."

(p43) Gérard : Laboratoire de contrôle et d'analyse

"La seule faille qu'il y a eu chez nous, c'est au niveau des attitudes. La violence nous a partagés. Je peux comprendre remarquez. Il y a des raisons. L'âge, par exemple. Cette situation, c'est plus dramatique pour les jeunes qui vont se retrouver devant la femme et les enfants. Ils le savent bien et ça fait surgir la violence. La violence contre tout, aussi bien contre les flics que contre l'outil de travail. Comment condamner des jeunes aussi désespérés ? Eux, avec toutes leurs dettes, ils savent que les créanciers ne leur feront aucun cadeau. Tout va se mélanger, problèmes financiers et familiaux, les couples qui se brisent qui se quittent... Ca existe déjà."

(p108) Joseph : Mécanicien

"Je suis vraiment révolté. Le MEDEF, ils savaient qu'on était là avec le masque sur la figure pratiquement huit heures par jour, vous croyez qu'on méritait pas quand même de partir à la retraite à 55 ans ? Qui c'est qui accepterait ça, maintenant ? Le capitalisme est de plus en plus sauvage, on nous retire tous nos avantages acquis, on veut nous faire travailler plus et nous payer moins. Alors quand on parle de violence, il faut comprendre ce que c'est la colère et le désespoir. On a été coulé par Glencore, faut pas oublier ce que c'est, Glencore."

(p36) Ginette et Jean-Claude : comptables

Ginette : "La violence c'est pas seulement le désespoir, c'est aussi des règlements de compte." Jean-Claude : "Le désespoir, on l'a tous en même temps, donc ça tient pas, ça."

Mais la violence des patrons qui licencient, la télé, elle en parle de cette violence là ?"

(p46) Mustapha : Fondateur

"Des fois, on pense pas pareil sur la lutte, comme avec la violence. Est-ce que les gens en France ils comprennent vraiment les ouvriers ? Par exemple un jeune qui a pris des crédits, les enfants, la femme qu'a pas trouvé de boulot, juste un salaire, comment il va faire ? [...] Ce gars là, eh ben il savait plus comment il allait s'en sortir, alors il s'est mis à pleurer et moi je savais plus quoi dire, j'ai pleuré aussi, c'est triste tu sais deux hommes qui pleurent, les gens ils ont pas vu ça à la télévision, ils le verront jamais, ils savent même pas que ça existe, que les ouvriers dès fois ils pleurent aussi, même les fondateurs, et pourtant on est les plus durs."

(p110) Marie-Jeanne : Secrétaire technique

"[...] La puissance et l'argent, l'impression que la justice n'est pas la même pour tout le monde. Les médias s'arrêtent pas à ça, ils parlent de notre violence à nous, mais est-ce que c'est vraiment de la violence ? Dans la vie, quand vous n'arrivez à rien, que c'est comme un mur, ça crée du désespoir, alors pourquoi nous parler de ce qu'on a fait au siège, à Paris, sans voir comment ça arrive ? Les gens d'ici, dans la vie, ils ne sont pas violents, mais on les pousse à bout."

La vraie violence, c'est les patrons :
800 personnes à la rue, c'est ça la violence."

(p115) Christian : Chef de Ligne

"La plus grande violence, c'est quand vous êtes jetés de votre usine comme un mal-propre.

Et la véritable violence, c'est celle qui va venir plus tard. La conversion le chômage, pas de boulot, les familles éclatées, vous croyez que ça va passer tout seul ?"

(p123) Bernard : Responsable du développement

"[...] la justice n'est plus du tout proche des gens, [...] elle est trop théorique. Alors les gens qui savent utiliser les lois en profitent. [...].

La véritable violence, celle qui marque le plus, c'est la façon dont un groupe comme Glencore, comme il les lâche telles de vieilles chaussettes."

(p86) Bernadette & Gilles : Acheteuse et electro-technicien

Bernadette : " [...] Quand le Front National est venu dans une de nos manifs, ça a été immédiat : il est reparti très vite avec ses tracts, on ne l'avait pas invité." Gilles : "Nous on se serait bien invités aux réunions des actionnaires, mais ils choisissaient leurs dates en fonction de notre emploi du temps à nous ! Ils avaient peur. On a parlé de violence : c'était pas de la violence, c'était de la colère." Bernadette : "Un moyen de se défouler." Gilles : "De toutes façons, cette violence là, c'est rien du tout à côté du pillage organisé par Glencore !"

(p120) Philippe : Fondateur

"On parle beaucoup entre nous. Par exemple, de la violence. La violence, c'est des mecs en uniforme qui tirent sur les autres, qui sont envoyés par des patrons. Les gardes mobiles, les CRS, ça c'est de la violence avec leurs fusils, leurs casques et leurs boucliers. Des gens exaspérés, poussés à bout, même s'ils cassent des vitrines, c'est pas de la violence.

La vraie violence, c'est d'obliger les gens à vivre comme ils ne voudraient jamais vivre s'ils avaient le choix."

(p103) Jean-Louis : Ingénieur

"Le problème de la violence à lui aussi été mal posé. Je trouve extraordinaire, et très positif, que des salariés qui pendant trente ou quarante ans ont eu le respect de l'outil de travail, et qui se sentent floués, fassent le geste symbolique de casser l'outil de travail devant les caméras. C'est un acte très fort, ça veut dire : fini l'esclavage ! C'est assez initiatique.

Personnellement je n'ai rien contre les violences, les pains de sodium, les bulldozers dans le canal, non. L'affaire des ordinateurs, c'est tout autre chose. J'ai eu l'impression, [...], que chez une petite minorité, [...], il y a une volonté de détruire tout ce qui était mémoire, tout ce qui pouvait un jour se retourner contre Glencore. [...] sur le dossier Glencore, on a vidé la mémoire de mon ordinateur."

Les droits d'auteur de ce livre sont intégralement versés à l'association Chœurs de fondeurs qui regroupe les anciens salariés de Metaleurop-Nord.

METALEUROP, Paroles ouvrières
Frédéric H. Fajardie
éditions Mille et une nuits
10 euros

Quelles alternatives ?

Pour une autre recherche, pour une autre université...

La recherche aujourd'hui...

Depuis de nombreuses années, recherche rime avec...précarité du personnel...

A Nancy (à l'INIST), le CNRS emploie des travailleurs précaires payés « à la tâche » ; dans de nombreux laboratoires, des thésards n'ont aucune rémunération, des CDD se substituent aux emplois statutaires, les post-docs à répétitions sont monnaie courante... En 2004, 550 emplois de titulaires sont supprimés (200 chercheurs et 350 techniciens et administratifs) et remplacés par des CDD.

Recherche rime aussi avec...privatisation. Dans certains organismes de recherche, le nettoyage est effectué par des entreprises privées ; au CNRS, la restauration est confiée à d'autres entreprises privées... Les TGI (Très Grands Instruments) sont des sociétés civiles (et fonctionnent de fait comme des structures privées)...

Enfin, la recherche est aussi synonyme de stagnation des crédits budgétaires et de diminution du financement de base directement aux laboratoires. Ce financement de base est remplacé par de plus en plus de financements de courte durée, privés ou sur appel d'offre. Hormis le défaut d'être limi-

tés dans le temps, de tels financements impliquent que les choix des sujets de recherches sont définis par les entreprises privées ou des comités ministériels...De plus, la mise en concurrence sur les contrats se substitue à la collaboration entre équipes.

Cette politique reflète une idéologie qui veut nous faire croire que la place de la recherche scientifique est en amont de la chaîne de production, que son but est de donner lieu à l'innovation technologique,

élément moteur de la compétitivité du pays et de l'entreprise au sein de la concurrence internationale. Cette idéologie généralise dans l'opinion une vision concurrentielle et nationaliste de la recherche, elle justifie l'élitisme, l'existence de pôles d'excellence et la propriété intellectuelle. Bref, les sciences sont aujourd'hui tellement intégrées au système productiviste qu'elles en viennent à devenir leur plus fervent défenseur.

L'université aujourd'hui...

Par ailleurs, il faut se rappeler que la recherche et l'université sont intimement liées ; cette dernière est, de même, victime d'attaques sournoises qui visent à casser la logique de service public. Dans le but de les rendre plus compétitives, les différents gouvernements ont "réformé" les universités (qui sont, rappelons-le, les plus grandes employeuses de chercheurs) sous couvert de les rendre plus "autonomes" ; la conséquence est de les placer hors de la logique d'un service public unifié et égalitaire. Ainsi, les réformes LMD-ECTS créent des diplômes locaux et cassent les diplômes d'Etat. Les « bonnes » universités proposeront des diplômes de recherche. On devine déjà les universités d'excellence où seront recrutés les « bons » chercheurs. La plupart

des petites universités seront quant à elles cantonnées à la délivrance de diplômes professionnels en liaison avec le bassin d'emploi lo-

cal. Cela pose un problème. Si seules les facs d'élites gardent les filières recherches, où les enseignants chercheurs vont-ils pouvoir trouver des emplois ? Simple, le gouvernement, dans le rapport Belloc, a prévu grosso modo de scinder le statut d'enseignant-chercheur en deux catégories : une catégorie d'excellence dans laquelle évoluera la crème des crèmes des enseignants-chercheurs ; ceux-là feront une recherche « de qualité », « innovante » et se réserveront les enseignements dits gratifiants (Masters et Doctorats). La seconde catégorie évoluera elle dans la division 2, c'est-à-dire en premier

cycle (Licences) et passera son temps de recherche à faire de l'administration. Cette conception élitiste de la recherche et de l'enseignement, nous n'en voulons pas.

Enfin, la réforme "d'autonomie" de Ferry, seulement reportée et non abrogée, permet aux capitaux privés de diriger les facs via les Conseils d'Orientations Stratégiques (COS) auxquels participeront les patrons et leurs copains politiciens locaux. Il est évident que suite à cela, tout type de recherche jugée non-rentable sera banni, seule subsistera une recherche fondamentale dépendante des modes qui fera office de vitrine de ce commerce de la recherche.

Pour une autre recherche, pour une autre université...

Face à ces attaques structurelles, on ne peut se contenter de demander plus d'argent tout en scandant de vaines et vagues invocations pour "la défense du service public". Il faut exiger la titularisation de tous, la hausse des bas salaires, des créations d'emplois, le financement public de la recherche, le retrait des réformes ECTS-LMD, la non-application du rapport Belloc et de la réforme d'« autonomie » des universités.

Comme nous l'avons vu, les buts de la recherche et de l'enseignement universitaire sont aujourd'hui complètement détournés au service des entreprises et du développement économique. Pour changer les choses, il faut aussi exiger une répartition des financements qui ne pénalise plus les sciences humaines et artistiques. De façon plus générale, il faut réfléchir à un système qui encourage les activités scientifiques dont le seul objet est le développement des connaissances en vue de l'amélioration des conditions de vie de toutes et de tous. Un tel système passe peut-être par l'autogestion des laboratoires par l'ensemble des personnels et des étudiants...

En conclusion, il existe une alternative à l'idéologie dominante en ce qui concerne la recherche: une recherche qui ne soit plus le reflet d'un système économique, qui ne soit plus utilisée dans des buts militaires, non écologiques ou

(Suite page 6)

**À LA COMPÉTITIVITÉ, LA SÉLECTION
IL FAUT OPPOSER UNE PÉDAGOGIE
ANTI-AUTORITAIRE ET ÉMANCIPATRICE
QUI CHERCHE À FAIRE DE
L'ÉTUDIANT LE PROPRE ACTEUR DE
SA FORMATION**

Quelles alternatives ?
 Pour une autre recherche,
 pour une autre univer-
 sité... (suite)

UNE RECHERCHE QUI NE SOIT PLUS
 LE REFLET D'UN SYSTÈME ÉCONO-
 MIQUE, QUI NE SOIT PLUS UTILISÉE
 DANS DES BUTS MILITAIRES, NON
 ÉCOLOGIQUES OU UTILITARISTES.
 LA RECHERCHE DOIT PARTICIPER À
 L'ÉMANCIPATION DE L'ÊTRE HUMAIN
 ET NON PAS À SON ALIÉNATION OU
 SA DESTRUCTION.

utilitaristes. La recherche doit partici-
 per à l'émancipation de l'être humain et
 non pas à son aliénation ou sa destruc-
 tion.

Il existe aussi une alternative en
 ce qui concerne l'enseignement
 universitaire : à la compétitivité, la sé-
 lection, ... il faut opposer une pédago-
 gie anti-autoritaire et émancipatrice qui
 cherche à faire de l'étudiant le propre
 acteur de sa formation.

Il faut s'opposer à la lente acceptation
 de la logique libérale dans les universi-
 tés et la recherche, refuser les proces-
 sus concurrentiel et ne pas faire des
 étudiants des petits soldats du ME-
 DEF.

"En vérité,
 tout ce
 que nous
 nous
 sommes
 proposé
 de faire c'était de
 changer le monde, le
 reste on l'a improvisé
 en route." Sub Marcos



Brèves des luttes d'ici et d'ailleurs ... (suite)

☛ Stopub : ça continue !!

Décidément, les riches n'aiment pas qu'on
 touche à leurs affiches : à la demande de
 Métrobus/Publicis, 62 personnes sont pour-
 suivies par la justice pour avoir gribouillé
 sur des pubs. On leur réclame un million (!)
 d'euros. On croit rêver... En attendant, les
 actions continuent, et à Nancy cela s'orga-
 nise ("eh ! oui"). N'hésitez pas à flâner sur :
<http://stopub.tk/>

☛ Justice à l'Italienne en France .

Le premier ministre Italien, Berlusconi, qui
 n'est pas le dernier des escrocs, à une dent
 contre les ex-révolutionnaires Italiens des
 années 70. Ainsi, Cesare Battisti, réfugié en
 France depuis 30 ans à qui Mitterrand avait
 promis la tranquillité, est de nouveau en
 prison pendant qu'on étudie si la demande
 d'extradition venant d'Italie est acceptable
 (une telle demande a déjà été refusée en
 1991). Pour soutenir Cesare Battisti, écri-
 vain reconnu qui s'est abstenu de toute
 activité politique en France, et lui permettre
 de retrouver sa petite famille, une pétition
 est en cours :

[http://www.mauvaisgenres.com/arresta-
 tion_battisti.htm](http://www.mauvaisgenres.com/arresta-

 tion_battisti.htm)

☛ Des parents d'élèves occupent des écoles

Les réactions contre les fermetures de
 postes dans l'Éducation Nationale
 sont comme toujours... dispersées... A
 noter une vingtaine d'occupations
 d'écoles à Paris (en particulier dans le
 XVIIIe), notamment par des parents
 d'élèves souhaitant relayés et soutenir les
 enseignants

SUR NOS AGENDAS

☛ **Samedi 28 février - 20H**
 Fête du DAL Nancy (Droit au
 Logement)

Salle Chepfer (Mairie Nancy) avec la
 chorale des SANS NOMS - 10 € avec
 repas et festivités

☛ **lundi 01 mars - 17h30**
 AG des acteurs sociaux et éducatifs
 UD -CGT 2, rue Drouin

☛ **Jeudi 04 mars - 20H**
 Conférence-débat : la loi d'exception
 Perben 2 gravement attentatoire aux
 libertés

Fac de Lettres amphi 52 - boulevard
 Albert 1er Nancy

organisée par la Ligue des Droits de
 l'Homme, Syndicat de la Magistrature,
 Syndicat des avocats de France, Syndicat
 national des journalistes, Cafar/Ras'l'Front
 Soutenu par Cassandre anti nucléaire,
 Comité des Chômeurs et Précaires 54,
 FCPE54...

☛ **vendredi 05 mars 17h**
 Place Maginot Manifestation de
 soutien aux chômeurs

☛ **samedi 06 mars 13h30**
 Rencontres au féminin - Journée
 internationale des droits de la femme
 Château du GEC et salle des
 Ecraignes - Villers les Nancy

☛ **vendredi 12 mars**
 Appel intersyndical éducation nationale
 pour une journée d'action...à suivre...

☛ **samedi 20 mars**
 Journée nationale anti-guerre
 collectif nancéen contre la guerre ...

à suivre...

Collectif la Rue Qui Gouverne de Nancy
 Journal à suivre...

contact : journal.la.rue@nancy-luttes.net

PHOTOCOPIEZ ET DISTRIBUEZ !

IL VA DE SOI QUE L'UTILISATION DU JOURNAL EST NON COMMERCIALE

